

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

MINISTRE DE LA SANTE PUBLIQUE

HOPITAL GENERAL DE YAOUNDE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET FINANCIERS

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES
PUBLICS

B.P 5408 Yaoundé

Tél : (237) 222.21.31.81

Fax : (237) 222.21.20.15

hopitalgeneraldeyaounde@gmail.com



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

GENERAL HOSPITAL OF YAOUNDE

GENERAL DIRECTORATE

DIRECTORATE OF ADMINISTRATIVE AND
FINANCIAL AFFAIRS

INTERNAL STRUCTURE FOR THE
ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLIC
PROCUREMENT

P.O BOX: 5408 Yaoundé

hopitalgeneraldeyaounde@gmail.com

ADDITIF III

N° **2911-026** / A/HGY/ CIPM/SIGAMP/DU **1-2 OCT 2026**

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°11/AONO/HGY/CIPM/26

EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA FOURNITURE ET L'INSTALLATION D'EQUIPEMENTS
MEDICAUX AU SERVICE D'IMAGERIE ET AU BLOC OPERATOIRE DE L'HOPITAL GENERAL DE YAOUNDE
FINANCEMENT : SUBVENTION MINEPAT-Exercice 2026-2027
IMPUTATION BUDGETAIRE : 22 251 5 33000004 0411 524412

Le Directeur Général de l'Hôpital Général de Yaoundé, Autorité contractante, invite les entreprises ayant déjà acquis le Dossier de Consultation susmentionné, à bien vouloir se présenter au Secrétariat du Directeur des Affaires Administratives et Financières de l'Hôpital Général de Yaoundé, afin de retirer les nouvelles clauses à considérer.

I. AU NIVEAU DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRES

AU LIEU DE

1. CRITERES D'EVALUATION

1.1 Critères éliminatoires

Critères éliminatoires

- Absence du cautionnement de soumission accompagnée du récépissé CDEC ; Dans le cas de la soumission en ligne, le récépissé et la copie de de la caution de soumission, délivrés par la CDEC, sont jointes dans l'offre du soumissionnaire, tandis que leurs originaux sont remis à la Commission de passation des marchés compétentes, lors de la séance d'ouverture des offres.*
- La non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis ;*
- Les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces*
- Non satisfaction à 70% des critères essentiels ;*
- Absence d'une capacité financière équivalent à 30% du montant prévisionnel du marché*
- Non-respect de la composition de l'appareil de radiologie télécommandée avec fluoroscopie (Composition : 01 générateur haute tension, 01 tube à rayon X, 01 collimateur électrique, 01 console de commande, 01 détecteur à capteur plan, 01 table mobile pour patient, 01 poste travail, 02 vitres plombés).*
- Non -respect des domaines d'application pour l'appareil de radiologie télécommandé avec fluoroscopie (Imagerie digestive et biliaire, Urologie (IVP, cystographie), Radiologie interventionnelle, Orthopédie post-opératoire, Examens en position spéciale (bassin, colonne, etc.),*
- Non-respect de la conformité du générateur haute fréquence pour l'appareil de radiologie télécommandé avec fluoroscopie (Puissance de sortie : 65 KW minimum, Courant : 10 – 800 mA, Tension : 40 – 150 KV, Temps d'exposition : 0,1–800 ms, Alimentation électrique : 380 VAC, 50 Hz, Protection anti-surchauffe : Alarmes après 5 min, arrêt après 10 min),*

- i. Non- respect de la conformité du tube à rayon X pour l'appareil de radiologie télécommandé avec fluoroscopie (Foyers : Petite foyer : 0,6 mm minimum, Grand foyer : 1,2 mm minimum, Type d'anode : Tourante, Capacité thermique de l'anode : 350 kHU minimum, Puissance d'entrée : Grand foyer : 70 KW minimum, Petit foyer : 30 KW minimum, Tension d'exposition : 40 - 150 KV),
- j. Non-respect de la conformité de la table mobile pour patient pour l'appareil de radiologie télécommandé avec fluoroscopie (Type : Table pour imagerie gastro-intestinale, Déplacement latéral du plateau : 250 mm minimum, Plage de rotation : -30° à +30° minimum, Hauteur de la surface de la table : 950 mm minimum, Capacité de charge : 130 kg minimum, Plage et déviation d'inclinaison de la table : +90° à 0° à -20°, Pédale de commande, Dimensions du plateau 2100 × 880 × 10 mm minimum, Structure en fibre de carbone, Panneau de commande supplémentaire sur le côté frontal de la table),
- k. Absence de prospectus, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
- l. Absence de l'agrément et du certificat de bonnes pratiques du MINSANTE
- m. Absence de l'autorisation délivrée par le fabricant
- n. Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- o. Absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de chantier durant les trois (03) dernières années
- p. Absence de la lettre de soumission.
- q. Absence d'une attestation capacité financière à hauteur de 48 000 000 (quarante-huit millions) délivrée par une banque agréée
- r. Absence de la charte d'intégrité
- s. Absence de la déclaration d'engagement social et environnemental
- t. Non-respect du format de fichiers des offres
- u. Absence du certificat de conformité du fabricant (ISO, CE, IQNET...),
- v. Absence de l'attestation de visite de site signée sur l'honneur par le prestataire.

1.2 CRITERES ESSENTIELS

L'évaluation des offres technique sera faite suivant le système binaire (oui/non) sur la base des critères essentiels de qualification ci-dessous :

Les critères essentiels à la qualification des fournisseurs porteront sur :

- La présentation de l'offre ;
- Propositions techniques ;
- Les références du soumissionnaire ;
- Le délai de garantie ;
- Le calendrier de livraison ;
- La preuve d'acceptation des conditions du marché ;
- Le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange) ;
- La qualification et l'expérience du personnel.

Seuls les soumissionnaires qui auront obtenu au moins 70% OUI seront jugés techniquement qualifiés pour ce lot et admis à l'analyse financière

LIRE PLUTOT

1 Critères éliminatoires

- a. Absence du cautionnement de soumission accompagnée du récépissé CDEC ; Dans le cas de la soumission en ligne, le récépissé et la copie de la caution de soumission, délivrés par la CDEC, sont jointes dans l'offre du soumissionnaire, tandis que leurs originaux sont remis à la Commission de passation des marchés compétentes, lors de la séance d'ouverture des offres sous peine de rejet.
- b. La non -production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis ;
- c. Les fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces
- d. Non satisfaction à 70% des critères essentiels ;
- e. Absence de prospectus, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
- f. Absence de l'agrément du MINSANTE en cours de validité,
- g. Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- h. Absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné de marché durant les trois (03) dernières années
- i. Absence de la lettre de soumission.

- j. Absence d'une attestation capacité financière à hauteur de 54 600 000 (cinquante-quatre millions six cent mille) délivrée par une banque agréée,
- k. Absence de la charte d'intégrité,
- l. Absence de la déclaration d'engagement social et environnemental
- m. Non-respect du format de fichiers des offres
- n. Absence de l'attestation de visite de site signée sur l'honneur par le prestataire.

1.2 CRITERES ESSENTIELS

L'évaluation des offres technique sera faite suivant le système binaire (oui/non) sur la base des critères essentiels de qualification ci-dessous :

Les critères essentiels à la qualification des fournisseurs porteront sur :

- La présentation de l'offre ;
- Propositions techniques ;
- Les références du soumissionnaire ;
- Le délai de garantie ;
- Le délai de livraison ;
- La preuve d'acceptation des conditions du marché ;
- Le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange) ;
- La qualification et l'expérience du personnel.

Seuls les soumissionnaires qui auront obtenu au moins 70% OUI seront jugés techniquement qualifiés pour ce lot et admis à l'analyse financière

II. AU NIVEAU DU REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES

AU LIEU DE :

-Volume I : Pièces administratives

- a) La déclaration d'intention de soumissionner timbrée signée du représentant légal ou du mandataire dument désigné (suivant modèle joint) ;
- b) L'accord de groupement sous seing privé) et spécifiant le mandataire le cas échéant (en cas de groupements solidaires) ;
- c) Le pouvoir de signature, le cas échéant ;
- d) L'attestation de non-redevance délivrée par l'autorité compétente de l'administration fiscale certifiant que le soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours, datant de moins de trois mois.
- e) Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance ou tout autre document établi par l'institution compétente du pays de résidence du soumissionnaire étranger ;
- f) L'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministère des Finances du Cameroun sauf disposition contraires prévues par la convention de financement ; (en cas de co-traitance conjointe chaque membre du groupement devra fournir l'attestation de domiciliation bancaire afférente au marché, objet du lot dont il est titulaire)
- g) La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'une somme non remboursable de **cent -vingt mille (120 000) FCFA** payable au compte n°335988 ouvert au nom de « Compte Spécial CAS- ARMP » à la BICEC de Yaoundé.
- h) La caution de soumission acquittée à la main (suivant modèle joint) d'un montant de **un million deux cent (1 200 000) mille FCFA** et d'une durée de validité de cent vingt (120) jours, délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics ou toute autre forme prévue par la réglementation en vigueur (Chèque certifié, chèque de banque, hypothèque légale) sauf dispositions contraires prévues par la convention de financement; Le récépissé du dépôt du cautionnement provisoire délivré par la caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) ou la preuve du virement du compte du soumissionnaire au compte de la CDEC du montant équivalent à ladite caution par l'établissement bancaire de cette caution provisoire.

Dans le cas de la soumission en ligne, le récépissé et la copie de de la caution de soumission, délivrés par la CDEC, sont jointes dans l'offre du soumissionnaire, tandis que leurs originaux sont remis à la Commission de passation des marchés compétentes, lors de la séance d'ouverture des offres.

- i) Une attestation de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics portant le numéro et l'objet de l'Appel d'Offres ;
- j) Une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale portant mention de l'objet et références de l'Appel

- d'Offres et certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois à compter de la date de signature de ladite attestation ;
- k) Une Copie du registre de commerce certifiée par l'autorité compétente de l'administration judiciaire ;
 - l) En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces a, f, h, étant uniquement présentées par le mandataire du groupement.
 - m) L'agrément du MINSANTE en cours de validité
 - n) Un certificat de bonnes pratiques du MINSANTE

B-Volume 2 : Offre technique

Elle comprend notamment :

b1. Les renseignements sur la qualification

La liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier leur qualification comprend, notamment en ce qui concerne les références, le matériel et le personnel :

b.1.1 Références du soumissionnaire

- a) La liste des marchés réalisés (Maître d'ouvrage, objet, montant, date de réception) en tant que fournisseur principal (ou sous-traitant) au cours des cinq dernières années (2020-2024) doit être fournie avec les noms des Administrations bénéficiaires conformément au formulaire type joint en annexe.

Ces références devront être accompagnées des pièces justificatives, en l'occurrence :

- Copies des premières et dernières pages du contrat ;
- PV de réception provisoire ou définitive ou attestation de bonne fin signée du Maître d'Ouvrage ;
- Copie du dernier décompte pour les contrats en cours ;
- Autres justificatifs le cas échéant et à préciser

b.1.2. Personnel

Les Soumissionnaires devront produire un personnel qualifié pour assurer la mise en service et le suivi de la garantie

- Un ingénieur titulaire d'un diplôme universitaire en Génie Biomédical, Bac + 3, bénéficiant d'une expérience d'au moins 5 ans
- Un technicien titulaire d'un diplôme universitaire en Electrotechnique, Electromécanique, Electronique au moins Bac + 2, bénéficiant d'une expérience d'au moins 3 ans,

NB : Documents exigés pour le personnel proposé :

- Une copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois ;
- Une attestation de présentation de l'original du diplôme établie par une autorité administrative compétente,
- Un curriculum vitae daté et signé ;
- Une attestation de disponibilité signée et datée ;

b.2.Proposition technique

La liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier leur proposition technique comprend :

- a) Une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des équipements (fournitures) proposés,
- b) Les prospectus ou catalogues techniques (seuls les documents produits par les fabricants feront foi pour les équipements)
- c) La liste de pièces de rechange d'usure courante avec leurs prix et sources,
- d) le délai de livraison des fournitures.

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra une copie du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dûment paraphée sur chaque page et signée à la dernière page précédée de la mention « **lu et approuvé** » des documents ci-après :

- a) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- b) Les spécifications techniques.

LIRE PLUTÔT

-Volume I : Pièces administratives

- La déclaration d'intention de soumissionner timbrée signée du représentant légal ou du mandataire dument désigné (suivant modèle joint) ;
- L'accord de groupement sous seing privé) et spécifiant le mandataire le cas échéant (en cas de groupements solidaires) ;
- Le pouvoir de signature, le cas échéant ;
- L'attestation de non-redevance délivrée par l'autorité compétente de l'administration fiscale certifiant que le soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours, datant de moins

- L'attestation de non-redevance délivrée par l'autorité compétente de l'administration fiscale certifiant que le soumissionnaire a effectué les déclarations réglementaires en matière d'impôts pour l'exercice en cours, datant de moins de trois mois.
- Une attestation de non-faillite établie par le Tribunal de Première Instance ou tout autre document établi par l'institution compétente du pays de résidence du soumissionnaire étranger ;
- L'attestation de domiciliation bancaire du soumissionnaire, délivrée par une banque agréée par le Ministère des Finances du Cameroun sauf disposition contraires prévues par la convention de financement ; (en cas de co-traitance conjointe chaque membre du groupement devra fournir l'attestation de domiciliation bancaire afférente au marché, objet du lot dont il est titulaire)
- La quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres d'une somme non remboursable de **cent -vingt mille (120 000) FCFA** payable au compte n°335988 ouvert au nom de « Compte Spécial CAS- ARMP » à la BICEC de Yaoundé.
- Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives une caution de soumission acquittée à la main (suivant modèle joint) **au montant de 500 000 (cinq cent mille) FCFA** et d'une durée de validité de cent-vingt (120) jours, délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisée par le Ministère en charge des Finances du Cameroun à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics ou toute autre forme prévue par la réglementation en vigueur (Chèque certifié, chèque de banque, hypothèque légale) sauf dispositions contraires prévues par la convention de financement; Le récépissé du dépôt du cautionnement provisoire délivré par la caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) ou la preuve du virement du compte du soumissionnaire au compte de la CDEC du montant équivalent à ladite caution par l'établissement bancaire de cette caution provisoire.
- Dans le cas de la soumission en ligne, le récépissé et la copie de la caution de soumission, délivrés par la CDEC, sont jointes dans l'offre du soumissionnaire, tandis que leurs originaux sont remis à la Commission de passation des marchés compétentes, lors de la séance d'ouverture des offres.
- A cette caution devra être jointe le récépissé de la Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC) d'un montant égal à celui du cautionnement.
- Une attestation de non-exclusion des marchés publics délivrée par l'organisme chargé de la régulation des marchés publics portant le numéro et l'objet de l'Appel d'Offres ;
- Une attestation délivrée par la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale portant mention de l'objet et références de l'Appel d'Offres et certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations sociales vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois à compter de la date de signature de ladite attestation ;
- Une Copie du registre de commerce certifiée par l'autorité compétente de l'administration judiciaire ;
- En cas de groupement chaque membre du groupement doit présenter un dossier administratif complet, les pièces a, f, h, étant uniquement présentées par le mandataire du groupement.
- L'agrément du MINSANTE en cours de validité

B-Volume 2 : Offre technique

Elle comprend notamment :

b1. Les renseignements sur la qualification

La liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier leur qualification comprend, notamment en ce qui concerne les références, le matériel et le personnel :

b.1.1 Références du soumissionnaire

- b) *La liste des marchés réalisés (Maître d'ouvrage, objet, montant, date de réception) en tant que fournisseur principal (ou sous-traitant) au cours des cinq dernières années (2020-2024) doit être fournie avec les noms des Administrations bénéficiaires conformément au formulaire type joint en annexe.*

Ces références devront être accompagnées des pièces justificatives, en l'occurrence :

- *Copies des premières et dernières pages du contrat ;*
- *PV de réception provisoire ou définitive ou attestation de bonne fin signée du Maître d'Ouvrage ;*
- *Copie du dernier décompte pour les contrats en cours ;*
- *Autres justificatifs le cas échéant et à préciser*

b.1.2. Personnel

Les Soumissionnaires devront produire un personnel qualifié pour assurer la mise en service et le suivi de la garantie

- *Un ingénieur titulaire d'un diplôme universitaire en Génie Biomédical, Bac + 3, bénéficiant d'une expérience d'au moins 5 ans*
- *Un technicien titulaire d'un diplôme universitaire en Electrotechnique, Electromécanique, Electronique au moins Bac + 2,*

bénéficiant d'une expérience d'au moins 3 ans,

NB : Documents exigés pour le personnel proposé :

- Une copie certifiée conforme du diplôme datant de moins de trois (03) mois ;
- Une attestation de présentation de l'original du diplôme établie par une autorité administrative compétente,
- Un curriculum vitae daté et signé ;
- Une attestation de disponibilité signée et datée ;

b.2. Proposition technique

La liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier leur proposition technique comprend :

- f) Une description détaillée des caractéristiques techniques, les performances, les marques, les modèles et les références des équipements (fournitures) proposés,
- g) Les prospectus ou catalogues techniques (seuls les documents produits par les fabricants feront foi pour les équipements)
- h) Le délai de livraison des fournitures.

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions du marché

Le soumissionnaire remettra une copie du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dûment paraphée sur chaque page et signée à la dernière page précédée de la mention « **lu et approuvé** » des documents ci-après :

- c) Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;

LE RESTE, SANS CHANGEMENT.

Yaoundé le 02 OCT 2026

LE DIRECTEUR GENERAL



P. Essomba Noel Emmanuel

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

HOPITAL GENERAL DE YAOUNDE

DIRECTION GENERALE

DIRECTION DES AFFAIRES
ADMINISTRATIVES ET FINANCIERS

STRUCTURE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES
PUBLICS

B.P 5408 Yaoundé
Tél : (237) 222.21.31.81
Fax : (237) 222.21.20.15
hospitalgeneraldeyaounde@gmail.com



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC HEALTH

GENERAL HOSPITAL OF YAOUNDE

GENERAL DIRECTORATE

DIRECTORATE OF ADMINISTRATIVE AND
FINANCIAL AFFAIRS

INTERNAL STRUCTURE FOR THE
ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLIC
PROCUREMENT

P.O BOX: 5408 Yaoundé
hospitalgeneraldeyaounde@gmail.com

ADDENDUM III

No. **2911-026** / A/HGY/ CIPM/SIGAMP/DU • **2 OCT 2026**

**OPEN NATIONAL TENDER NO. 11/AONO/HGY/CIPM/26
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE SUPPLY AND INSTALLATION OF EQUIPMENT
MEDICAL STAFF AT THE IMAGING DEPARTMENT AND OPERATING THEATER OF THE
YAOUNDE GENERAL HOSPITAL
FUNDING: MINEPAT GRANT-FY 2026-2027
BUDGET ALLOCATION: 22 251 5 33000004 0411 524412**

The Director General of Yaoundé General Hospital, the Contracting Authority, invites companies that have already obtained the aforementioned Tender Documents to present themselves at the Secretariat of the Director of Administrative and Financial Affairs of Yaoundé General Hospital to collect the new clauses to be considered.

I. AT THE LEVEL OF THE TENDER NOTICE

INTEAD OF

1. Evaluation Criteria

1.1. Elimination Criteria

- Absence of the bid bond accompanied by the CDEC receipt; In the case of the online bid, the receipt and the copy of the bid bond, issued by the CDEC, shall be attached to the tenderer's tender, while their originals shall be submitted to the competent Procurement Commission at the opening of the tenders.*
- Non-production beyond the 48-hour period after the opening of the folds of a piece of the administrative file deemed non-compliant or absent at the time of opening of the folds;*
- False statements, fraudulent maneuvers or falsification of documents*
- Not meeting 70% of the essential criteria;*
- Lack of financial capacity equivalent to 30% of the estimated contract amount*
- Non-compliance with the composition of the remote-controlled radiology apparatus with fluoroscopy (Composition: 01 high-voltage generator, 01 X-ray tube, 01 electrical collimator, 01 control console, 01 flat-sensor detector, 01 mobile patient table, 01 workstation, 02 leaded windows).*
- Non-compliance with the fields of application for the remote-controlled radiology apparatus with fluoroscopy (digestive and biliary imaging, Urology (PVI, cystography), interventional radiology, post-operative orthopedics, examinations in special position (pelvis, column, etc.).*
- Non-compliance of the high frequency generator for the remote controlled radiology equipment with fluoroscopy (Output power: 65 KW minimum, Current: 10 – 800 mA, Voltage: 40 – 150 KV, Exposure time: 0.1–800 ms, Power supply: 380 VAC, 50 Hz, Overheating protection: Alarms after 5 min, shutdown after 10 min),*

- i. Non-compliance of the X-ray tube for the remote-controlled radiological equipment with fluoroscopy (Focus: Small focus: 0.6 mm minimum, Large focus: 1.2 mm minimum, Anode type: Rotating, Anode heat capacity: 350 kHU minimum, Input power: Large focus: 70 KW minimum, Small focus: 30 KW minimum, Exposure voltage: 40 - 150 KV),
- j. Non-compliance of the mobile patient table with fluoroscopy for remote controlled radiology equipment (Type: Gastrointestinal imaging table, Lateral displacement of the table top: minimum 250 mm, Rotation range: -30° to +30° minimum, Table surface height: minimum 950 mm, Load capacity: minimum 130 kg, Table inclination range and deviation: +90° to 0° to -20°, Control pedal, Table dimensions 2100 × 880 × 10 mm minimum, Carbon fiber structure, Additional control panel on the front side of the table),
- k. No leaflet, catalog, drawing or technical sheet produced by the manufacturer;
- l. Absence of approval and certificate of good practice from MINSANTE
- m. Absence of the authorization issued by the manufacturer
- n. Absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- o. Absence of a declaration on the honor of not having abandoned a construction site during the last three (03) years
- p. Absence of the submission letter.
- q. Absence of a certificate of financial standing of 48 million (forty-eight million) issued by an approved bank
- r. Absence of the Integrity Charter
- s. Absence of the social and environmental declaration of commitment
- t. Offer file format not respected
- u. Absence of the manufacturer's certificate of conformity (ISO, CE, IQNET...),
- v. Absence of the site visit certificate signed on honor by the service provider.

1.2. Essential Criteria

The technical bids will be evaluated using a binary system (yes/no) based on the following essential qualification criteria:

- Presentation of the offer;
- Bidder's references;
- Warranty period;
- Delivery schedule;
- Proof of acceptance of contract terms;
- After-sales service (availability of spare parts, technical personnel);
- Access to a line of credit or other financial resources
- Qualification and experience of personnel

Only bidders who obtain at least 70% "YES" will be deemed technically qualified for this lot and will be admitted to the financial analysis.

READ INSTEAD

- a. Absence of the bid bond accompanied by the CDEC receipt; In the case of the online bid, the receipt and the copy of the bid bond, issued by the CDEC, are attached to the bidder's bid, while their originals are submitted to the competent Procurement Commission, at the opening session of the bids under penalty of rejection.
- b. Non-production beyond the 48-hour period after the opening of the folds of a piece of the administrative file deemed non-compliant or absent at the time of opening of the folds;
- c. False statements, fraudulent maneuvers or falsification of documents
- d. Not meeting 70% of the essential criteria;
- e. No leaflet, catalog, drawing or technical sheet produced by the manufacturer;
- f. Absence of the approval of the MINSANTE valid,
- g. Absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- h. Absence of a declaration on the honor of not having abandoned a market during the last three (03) years
- i. Absence of the submission letter.
- j. Absence of an attestation of financial capacity of 54,600,000 (fifty-four million six hundred thousand) issued by an authorized bank,
- k. Absence of the Integrity Charter,
- l. Absence of the social and environmental declaration of commitment
- m. Offer file format not respected
- o. Absence of the site visit certificate signed on honor by the service provider.

1.2 ESSENTIAL CRITERIA

The evaluation of technical bids will be made according to the binary system (yes/no) on the basis of the following essential qualification criteria:

The essential criteria for the qualification of suppliers will be:

-

- The presentation of the offer;
- Technical proposals;
- Bidder references;
- The warranty period;
- The delivery time;
- Proof of acceptance of market conditions;
- After-sales service (availability of spare parts);
- Qualification and experience of the staff.

Only tenderers who have obtained at least 70% YES will be deemed technically qualified for this lot and admitted to the financial analysis

II. AT THE LEVEL OF THE SPECIFIC REGULATION OF THE CALL FOR TENDERS

FOR:

A-Volume 1: Administrative documents

- (a) *The stamped declaration of intent to bid signed by the legal representative or duly appointed representative (following the attached template);*
- (b) *Private grouping agreement) and specifying the trustee where applicable (in the case of joint and several groupings);*
- (c) *Signing authority, if any;*
- (d) *The certificate of non-royalty issued by the competent authority of the tax administration certifying that the tenderer has made the statutory tax declarations for the current financial year, dated less than three months.*
- (e) *A certificate of non-bankruptcy drawn up by the Court of First Instance or any other document drawn up by the competent institution of the foreign tenderer's country of residence;*
- (f) *The attestation of bank address of the tenderer, issued by a bank approved by the Ministry of Finance of Cameroon unless otherwise provided by the financing agreement; (in case of joint co-contracting each member of the group must provide the attestation of bank address relating to the contract, subject of the lot of which he is holder)*
- (g) *The receipt of purchase of the Tender File for a non-refundable sum of one hundred and twenty thousand (120,000) FCFA payable to account No. 335988 opened in the name of "Special Account CAS- ARMP" at the BICEC of Yaoundé.*
- (h) *The tender security paid by hand (according to the attached model) in the amount of one million two hundred (1,200,000) thousand FCFA and with a validity period of one hundred and twenty (120) days, issued by a first-rate bank or a first-rate financial institution authorized by the Ministry of Finance of Cameroon to issue guarantees in the context of public procurement or any other form provided for by the regulations in force (certified check, bank check, legal mortgage) unless otherwise provided for by the financing agreement; The receipt of the deposit of the provisional security issued by the Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) or proof of the transfer of the account of the tenderer to the account of the CDEC of the amount equivalent to the said security by the banking institution of this provisional security.*
- In the case of the online tender, the receipt and the copy of the tender security, issued by the CDEC, shall be attached to the tenderer's tender, while their originals shall be submitted to the relevant Procurement Commission at the opening of the tenders.*
- (i) *A certificate of non-exclusion from public contracts issued by the body responsible for the regulation of public contracts bearing the number and subject of the call for tenders;*
- (j) *A certificate issued by the Caisse Nationale de Prévoyance Sociale stating the subject matter and references of the Call for Tenders and certifying that the tenderer has fulfilled its social obligations vis-à-vis the said caisse dating from less than three months from the date of signature of the said certificate;*
- (k) *A copy of the commercial register certified by the competent authority of the judicial administration;*
- (l) *In the case of a grouping, each member of the grouping must submit a complete administrative file, documents a, f, h being presented only by the representative of the grouping.*
- (m) *The approval of the MINSANTE is valid*
- (n) *A certificate of good practice from MINSANTE*

B-Volume 2: Technical offer

It shall include in particular:

b1. Information on qualification

The list of documents to be provided by tenderers to justify their qualification shall include, in particular, references, equipment and personnel:

b.1.1 Bidder References

(a) The list of contracts performed (contracting authority, object, amount, date of receipt) as main supplier (or subcontractor) during the last five years (2020-2024) must be provided with the names of the beneficiary administrations in accordance with the standard form attached in the Annex.

These references must be accompanied by supporting documents, in this case:

- Copies of the first and last pages of the contract;
- Provisional or final receipt or signed certificate of completion from the Project Manager;
- Copy of the last statement for current contracts;
- Other supporting documents if applicable and to be specified

b.1.2. Staff

Bidders will be required to produce qualified personnel to ensure the commissioning and monitoring of the warranty

- An engineer with a university degree in Biomedical Engineering, Bac + 3, with at least 5 years of experience
- A technician with a university degree in Electrical Engineering, Electromechanics, Electronics at least Bac + 2, with at least 3 years of experience,

NB: Documents required for proposed staff:

- A certified copy of the diploma dated less than three (03) months;
- A certificate of presentation of the original of the diploma drawn up by a competent administrative authority,
- A dated and signed curriculum vitae;
- A signed and dated Statement of Availability;

b.2. Technical proposal

The list of documents to be provided by tenderers to justify their technical proposal shall include:

- (a) A detailed description of the technical characteristics, performance, make, model and reference of the equipment (supplies) proposed,
- (b) Technical leaflets or catalogs (only documents produced by manufacturers will be authentic for equipment)
- (c) ISO, TÜV, IQNET, FDA certificates of conformity and/or CE marking of the equipment offered;
- (d) The list of common wear spare parts with their prices and sources,
- (e) the delivery time of the supplies.

b.3. Evidence of acceptance of market conditions

The tenderer will submit a copy of the Special Administrative Clauses Book (CCAP) duly initialed on each page and signed on the last page preceded by the words « read and approved » of the following documents:

- (a) The Special Administrative Clauses Book (CCAP);
- (b) Technical specifications.

READ INSTEAD

–Volume I: Administrative documents

- The stamped declaration of intent to bid signed by the legal representative or duly appointed representative (following the attached template);
- Private grouping agreement) and specifying the trustee where applicable (in the case of joint and several groupings);
- Signing authority, if any;
- The certificate of non-royalty issued by the competent authority of the tax administration certifying that the tenderer has made the statutory tax declarations for the current financial year, dated less than three months.
- A certificate of non-bankruptcy drawn up by the Court of First Instance or any other document drawn up by the competent institution of the foreign tenderer's country of residence;
- The attestation of bank address of the tenderer, issued by a bank approved by the Ministry of Finance of Cameroon unless otherwise provided by the financing agreement; (in case of joint co-contracting each member of the group must provide the attestation of bank address relating to the contract, subject of the lot of which he is holder)
- The receipt of purchase of the Tender File for a non-refundable sum of one hundred and twenty thousand (120,000) FCFA payable to account No. 335988 opened in the name of "Special Account CAS- ARMP" at the BICEC of Yaoundé.
- Each tenderer must attach to its administrative documents a tender security paid by hand (according to model attached) in the amount of 500,000 (five hundred thousand) FCFA and with a validity period of one hundred and twenty (120) days, issued by a bank of the first order or a financial organization of the first category authorized by the Ministry of Finance of Cameroon to issue guarantees in the context of public procurement or any other form provided for by the regulations in force (certified check, bank check, legal mortgage) unless otherwise provided for by the financing agreement; The receipt of the deposit of the provisional security issued by the Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) or proof of the transfer of the account of the tenderer to the account of the CDEC of the amount equivalent to said guarantee by the banking institution of this provisional security.
- In the case of the online tender, the receipt and the copy of the tender security, issued by the CDEC, shall be attached to the tenderer's tender, while their originals shall be submitted to the relevant Procurement Commission at the opening of the tenders.

- The receipt of the Caisse de Dépôt et de Consignation (CDEC) for an amount equal to that of the guarantee must be attached to this deposit.
- A certificate of non-exclusion from public contracts issued by the body responsible for the regulation of public contracts bearing the number and subject of the call for tenders;
- A certificate issued by the Caisse Nationale de Prévoyance Sociale stating the subject matter and references of the Call for Tenders and certifying that the tenderer has fulfilled its social obligations vis-à-vis the said caisse dating from less than three months from the date of signature of the said certificate;
- A copy of the commercial register certified by the competent authority of the judicial administration;
- In the case of a grouping, each member of the grouping must submit a complete administrative file, documents a, f, h being presented only by the representative of the grouping.
- The approval of the MINSANTE is valid

B-Volume 2: Technical offer

It shall include in particular:

b1. Information on qualification

The list of documents to be provided by tenderers to justify their qualification shall include, in particular, references, equipment and personnel:

b.1.1 Bidder References

(b) The list of contracts performed (contracting authority, object, amount, date of receipt) as main supplier (or subcontractor) during the last five years (2020-2024) must be provided with the names of the beneficiary administrations in accordance with the standard form attached in the Annex.

These references must be accompanied by supporting documents, in this case:

- Copies of the first and last pages of the contract;
- Provisional or final receipt or signed certificate of completion from the Project Manager;
- Copy of the last statement for current contracts;
- Other supporting documents if applicable and to be specified

b.1.2. Staff

Bidders will be required to produce qualified personnel to ensure the commissioning and monitoring of the warranty

- An engineer with a university degree in Biomedical Engineering, Bac + 3, with at least 5 years of experience
- A technician with a university degree in Electrical Engineering, Electromechanics, Electronics at least Bac + 2, with at least 3 years of experience,

NB: Documents required for proposed staff:

- A certified copy of the diploma dated less than three (03) months;
- A certificate of presentation of the original of the diploma drawn up by a competent administrative authority,
- A dated and signed curriculum vitae;
- A signed and dated Statement of Availability;

b.2. Technical proposal

The list of documents to be provided by tenderers to justify their technical proposal shall include:

- (f) A detailed description of the technical characteristics, performance, make, model and reference of the equipment (supplies) proposed,
- (g) Technical leaflets or catalogs (only documents produced by manufacturers will be authentic for equipment)
- (h) The delivery time of the supplies.

b.3. Evidence of acceptance of market conditions

The tenderer will submit a copy of the Special Administrative Clauses Book (CCAP) duly initialed on each page and signed on the last page preceded by the words « read and approved » of the following documents:

- (c) The Special Administrative Clauses Book (CCAP);

THE REST REMAINS UNCHANGED.

THE DIRECTOR GENERAL

Yaoundé, 02 OCT 2026



P. Essomba Noel Emmanuel

